

Cote du document: EB 2014/112/R.10/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 8 c)
Date: 17 septembre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard

Chargé d'appui au programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent douzième session
Rome, 17-18 septembre 2014

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	11
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FEDEC	Projet relatif au financement du développement des entreprises et de la création d'emplois
ME	Microentreprise (telle que définie par la PKSF dans le cadre de son programme de prêts)
PKSF	Fondation Palli Karma-Sahayak (Bangladesh)
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet



République populaire du Bangladesh

Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Ministère des finances
Organisme d'exécution:	Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF)
Coût total du projet:	92,85 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	26,35 millions de DTS (équivalent approximativement à 40 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables
Cofinanceurs:	PKSF et organisations partenaires (environ 200) Gouvernement de la République de Corée
Montant du cofinancement:	PKSF: 22,45 millions d'USD Organisations partenaires de la PKSF (institutions de microfinancement): 30,04 millions d'USD Fonds supplémentaires de la République de Corée: 0,36 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole, telle qu'elle figure au paragraphe 47.

Proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés au monde. Environ 80% de la population vit en milieu rural; plus des deux tiers sont sans terre ou possèdent moins de 0,2 hectare (et sont donc, d'un point de vue fonctionnel, sans terre); 31,5% vivent en dessous du seuil de pauvreté national; et 17,6% sont considérés comme très pauvres. Bien que la pauvreté régresse, elle reste endémique, surtout dans les zones rurales, en raison d'un accès limité à la terre et aux autres ressources naturelles, aux technologies nouvelles et aux marchés.
2. Au cours de la dernière décennie, la production agricole s'est commercialisée de plus en plus. Même les producteurs pauvres dotés de capacités de production minimales produisent désormais pour vendre. Cette évolution est à l'origine de la rapide adoption de technologies visant à améliorer la productivité et la rentabilité. Parmi les services indispensables aux agriculteurs et autres microentrepreneurs figurent la vulgarisation, les possibilités d'améliorer les technologies de production et l'accès à des financements. Dans le même temps, il est important de comprendre que le développement agricole ne générera pas à lui seul un revenu suffisant pour répondre aux besoins d'une population en rapide expansion et réduire la pauvreté rurale. Une part croissante des revenus ruraux devra venir du secteur non agricole.
3. Le Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole est conçu pour aider les petits exploitants à saisir les opportunités de commercialisation dans l'agriculture et dans le secteur rural non agricole qui est en plein essor. Il s'inspire de l'expérience de projets de développement antérieurs et reproduit à plus grande échelle les interventions réussies, plus particulièrement le Projet relatif au financement du développement des entreprises et de la création d'emplois (FEDEC), appuyé par le FIDA. Les enseignements tirés des 42 sous-projets de développement de petites filières, mis en œuvre dans le cadre du FEDEC, ont permis d'accroître les revenus des microentrepreneurs et autres participants grâce à l'augmentation des ventes et de la productivité, ont guidé les bases de la conception du présent projet. En reproduisant cette approche à plus grande échelle sur tout le territoire du Bangladesh, le projet devrait contribuer sensiblement à la lutte contre la pauvreté et au développement rural.
4. Le projet sera exécuté par la Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF), une institution faitière dotée d'un important réseau d'organisations partenaires de microfinance sur tout le territoire du Bangladesh. La PKSF a acquis une vaste expérience du microfinancement en faveur des pauvres, de l'assistance technique, du développement de microentreprises et du renforcement des capacités des organisations partenaires. Elle a déjà exécuté trois projets liés à la finance et aux filières financés par le FIDA. Chaque projet successif a encore étendu le rayon

d'action, élargi le groupe cible et utilisé une approche plus commerciale et plus durable d'élargissement de l'accès aux technologies, aux marchés et aux services aux entreprises. Les activités expérimentées avec succès dans le cadre de ces projets ont, par la suite, été reproduites à plus grande échelle par la PKSF et ses organisations partenaires.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le présent projet soutiendra directement le sixième plan quinquennal du Gouvernement du Bangladesh, qui met particulièrement l'accent sur la finance rurale, l'appui à l'agriculture et aux petits exploitants, les micro et petites entreprises, les infrastructures rurales, le développement des femmes et l'éducation comme moyens majeurs de lutte contre la pauvreté.
6. Le projet est parfaitement conforme au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du FIDA axé sur les résultats et contribuera en particulier à la réalisation des objectifs stratégiques 2 (les petits producteurs et les petits entrepreneurs tirent parti de l'amélioration des filières et d'un accès élargi au marché) et 3 (les groupes marginalisés, y compris les femmes rurales pauvres, sont autonomisés du point de vue économique et social).

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Le projet sera exécuté à l'échelle nationale vu que les organisations partenaires de la PKSF sont présentes dans tout le Bangladesh. Tandis que les activités des microentreprises concerneront l'ensemble du pays, les activités de développement des filières seront fonction des débouchés commerciaux pour les denrées de base produites dans différentes zones.
8. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le groupe cible comprendra des acteurs très divers classés par catégorie de pauvreté, identité professionnelle, sexe et composante du projet. Les catégories de pauvreté seront les suivantes: microentrepreneurs (emprunteurs dans le cadre du programme de prêts aux microentreprises), population moyennement pauvre et extrêmement pauvre. Par identité professionnelle, on entend les agriculteurs marginaux et les petits exploitants qui pratiquent la production végétale de plein champ, l'horticulture, la pêche, la production animale, la production non agricole et des activités du secteur des services. Les femmes comme les hommes bénéficieront directement du projet, mais la majorité des bénéficiaires directs seront des femmes. Le projet cherchera en outre à optimiser l'accès aux prêts et la participation aux services non financiers pour les groupes défavorisés, y compris les femmes et les minorités ethniques.

B. Objectif de développement du projet

9. Le but du projet est d'améliorer durablement les moyens de subsistance (hausse des revenus tirés du travail indépendant, des bénéfices commerciaux et des emplois salariés et amélioration de la sécurité alimentaire) des populations moyennement et extrêmement pauvres. Pour ce faire, il faudra trouver des moyens d'atteindre l'objectif de développement consistant: à accroître les ventes et les revenus des microentreprises nouvelles et existantes; et à créer de nouvelles possibilités d'emploi salarié pour les populations extrêmement et moyennement pauvres.

C. Composantes/résultats

10. Le projet s'articule autour de trois composantes complémentaires: i) services financiers aux microentreprises; ii) développement des filières; et iii) technologie et adaptation de produits. La gestion du projet sera une activité supplémentaire englobant l'exécution et la coordination de toutes les activités du projet.

11. **Composante 1: Services financiers aux microentreprises.** Cette composante élargira les services financiers durables destinés aux microentreprises (secteurs agricole, non agricole, commercial et des services). Les activités et les objectifs de cette composante sont les suivants:
- Octroi de prêts de microentreprises à 102 000 nouveaux emprunteurs. La PKSF et les organisations partenaires mobiliseront 50 millions d'USD supplémentaires pour financer cette sous-composante. Le montant total du prêt du FIDA devrait être utilisé au cours des trois premières années, et la PKSF et les organisations partenaires continueront de financer ces 102 000 nouveaux emprunteurs pendant la période restante du projet et au-delà. Ce processus garantira le retrait du FIDA et la durabilité des services financiers.
 - Expérimentation de nouveaux produits de prêts pour répondre aux nouveaux besoins des microentreprises. Une étude a dégagé des possibilités de crédit-bail, de financement de groupe et de filières et de capital de démarrage. Ces produits seront utilisés à titre expérimental par plusieurs organisations partenaires expérimentées. S'ils sont performants, ils seront utilisés à plus grande échelle dans le cadre du programme ordinaire de prêt de la PKSF.
 - Formation de quelque 375 responsables de la PKSF et des organisations partenaires à la gestion du programme de prêts aux microentreprises à grande échelle, au suivi-évaluation (S&E) du programme de prêts aux microentreprises, à l'évaluation de l'impact et à l'utilisation de technologies de l'information pour la gestion et le suivi du programme de prêts aux microentreprises. Les cours de formation pourront être organisés par la PKSF ou confiés à des prestataires externes qualifiés.
12. **Composante 2: Développement des filières.** Cette composante vise à incorporer durablement les microentreprises au sein des filières agricoles, non agricoles et de services afin de reproduire à plus grande échelle les activités commerciales et les technologies de production et d'améliorer l'accès aux marchés. Les principaux objectifs et activités sont les suivants:
- Développement de filières dans 15 sous-secteurs agricoles – pêche en étang, élevage de volaille et de bétail, production de légumes, horticulture et production de fruits et d'herbes médicinaux. En raison de la similitude présentée par les produits, chaque sous-secteur agricole concernera en principe un grand nombre de bénéficiaires (estimé à 250 000 au total). Des progrès rapides sont attendus dans cette activité du fait de la vaste expérience acquise dans le cadre du FEDEC.
 - Développement de filières dans 15 sous-secteurs non agricoles – fabrication de chaussures, maroquinerie, fabrication de meubles et transformation du bois, fabrication d'objets décoratifs et formation professionnelle privée. Du fait de la différenciation des produits dans les sous-secteurs non agricoles, les sous-projets seront de plus petite taille que ceux des sous-secteurs agricoles et devraient toucher 50 000 bénéficiaires.
 - Renforcement des capacités de la PKSF et de ses organisations partenaires en termes de conception et de gestion de projets de développement de filières à grande échelle. Le renforcement des capacités sera axé sur la conception des sous-projets de filières, la gestion des activités de développement des filières, le S&E et l'évaluation de l'impact.
 - Renforcement des capacités de la PKSF et de ses organisations partenaires en termes d'analyse des politiques et de plaidoyer en relation avec les activités de développement des filières. À cette fin, le projet identifiera, analysera et documentera les importantes questions sectorielles comme l'existence d'une réglementation concernant les vaccinations et la sécurité alimentaire.

- Mise au point d'une plateforme internet pour la commercialisation des produits des microentreprises (grâce au don financé par les fonds supplémentaires de la République de Corée).
13. **Composante 3: Adaptation des technologies et des produits.** Dans le cadre de cette composante, le projet fournira aux microentrepreneurs des technologies et des produits (agricoles et non agricoles) éprouvés afin de surmonter les difficultés liées à la production identifiées dans la composante 2. Le projet ne financera pas de travaux de recherche. Les principaux objectifs et activités sont les suivants:
- résolution d'au moins six problèmes technologiques comme les maladies, le manque d'intrants et l'échec de la lutte contre les maladies;
 - transfert de 15 technologies et produits éprouvés à des petits producteurs et formation en la matière d'au moins 50 000 microentrepreneurs;
 - réalisation de 26 études de sous-secteur et de faisabilité technique et de cinq études d'impact sectorielles, et organisation de services de consultants associés.

III. Exécution du projet

A. Approche

14. Le projet adoptera une approche globale associant la fourniture de services financiers et non financiers aux microentreprises, en utilisant la méthodologie de développement des filières. Des services durables seront mis au point moyennant le renforcement des capacités des prestataires de services commerciaux locaux, comme les vaccinateurs privés. En outre, le projet offrira une assistance technique ciblée pour surmonter les difficultés en recrutant des organismes spécialisés et des experts individuels. Des technologies nouvelles et ayant fait l'objet d'essais concluants seront diffusées dans le cadre des activités de développement des filières. Pour chaque secteur, les problèmes relatifs aux politiques seront identifiés puis examinés avec les autorités compétentes afin de garantir que ces mêmes politiques sont favorables aux pauvres.

B. Cadre organisationnel

15. Le Gouvernement du Bangladesh sera l'emprunteur du prêt du FIDA. La PKSF sera l'agent principal du projet, comme dans le FEDEC et deux autres projets antérieurs financés par le FIDA. Les fonds seront décaissés à la PKSF sous la forme d'un prêt pour la composante prêts aux microentreprises et sous la forme de dons à l'appui du développement de filières, du transfert de technologies, de l'adaptation de produits et de la gestion du projet.
16. La PKSF sera le principal organisme d'exécution du projet. Le programme de prêts aux microentreprises et la composante développement des filières seront mis en œuvre par l'intermédiaire d'organisations partenaires. Pour les activités relevant de la composante 3, la PKSF offrira une assistance technique fournie par des organismes dignes de confiance.
17. Une unité de gestion du projet (UGP) sera créée pour mettre en œuvre le projet. Elle œuvrera par l'intermédiaire de la division Opérations de prêts de la PKSF pour exécuter le programme de prêts aux microentreprises au travers des organisations partenaires. Elle encadrera l'organisation, l'exécution, la supervision et le suivi de toutes les activités relevant des composantes 2 et 3. De plus, elle soutiendra les organisations partenaires pour ce qui est d'élaborer les propositions de développement des filières, de les négocier et de les faire approuver par le Comité d'approbation de la PKSF compétent en la matière, et d'assurer le suivi de toutes les activités.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

18. **Planification.** L'UGP sera chargée de préparer le plan de travail et budget annuel pour le projet et d'obtenir l'approbation du Ministère des finances et l'autorisation du FIDA. Le plan inclura les activités en regard des objectifs et des dépenses, et indiquera les objectifs généraux et les activités prévues dans le cadre du projet. Les éventuelles révisions seront examinées et convenues avec le FIDA.
19. **Suivi-évaluation.** Le projet disposera d'un système exhaustif de S&E qui générera: i) des informations à l'appui de la gestion du projet et permettra, le cas échéant, d'ajuster les activités; ii) des savoirs sur les mécanismes efficaces de reproduction à plus grande échelle; iii) des informations utiles pour le S&E de l'impact des activités du projet, en fonction du but et des objectifs établis à partir du cadre logique; et iv) des informations et des savoirs à l'appui d'activités de sensibilisation et de promotion efficaces.
20. Le système de S&E sera axé sur le cadre logique du projet. La PKSf, qui a un système de suivi bien établi pour les programmes financiers, a mis au point un système de S&E préliminaire pour les projets de filières. L'évaluation de la composante développement des filières sera encore renforcée en finalisant les indicateurs pour chaque sous-projet de filières. Des systèmes de S&E adaptés seront incorporés à chaque sous-projet de développement des filières pour permettre de faire des comparaisons sur la base des indicateurs et de mesurer les progrès accomplis. Les organisations partenaires ont la responsabilité première du S&E de leurs sous-projets respectifs. Toutes les informations tirées du programme de prêts aux microentreprises, du programme de développement des filières et des activités de transfert des technologies viendront alimenter le système de S&E global, qui sera géré par un responsable du S&E au sein de l'UGP.
21. **Apprentissage et gestion des savoirs.** Un système de gestion des savoirs sera mis en place de façon à: i) soutenir la circulation des informations entre les participants au projet et d'autres partenaires aux fins d'une gestion améliorée du projet; et ii) compiler les enseignements tirés et les éléments d'appréciation aux fins de la reproduction à plus grande échelle et de la concertation. Ces activités seront étroitement liées au système de S&E et cibleront l'ensemble des parties prenantes, y compris les bénéficiaires, pour garantir un apprentissage complet; l'utilisation des technologies de l'information et de la communication sera analysée. Les activités de gestion des savoirs seront coordonnées par le responsable du S&E de l'UGP et incluses dans le plan de travail et budget annuel.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. **La gestion financière** sera conforme aux projets antérieurs appuyés par le FIDA et exécutés par la PKSf. La PKSf a un système reconnu de comptabilité et de gestion financière géré par une équipe de professionnels de la finance. Elle suit un système de comptabilité à double entrée et toutes les normes comptables internationales adoptées au Bangladesh. Elle produit régulièrement des rapports financiers pour l'ensemble des opérations de la PKSf et de ses projets. Le logiciel de comptabilité sera modernisé de façon à automatiser la soumission des demandes de retrait et des états de dépenses. Le risque fiduciaire a été jugé faible, étant entendu que le projet recrutera deux comptables ayant les compétences et l'expérience voulues.
23. **Flux de fonds.** Les fonds du FIDA et les fonds de contrepartie seront gérés par la PKSf. Le projet aura deux comptes désignés en dollars des États-Unis auprès de la Banque centrale du Bangladesh, l'un pour le prêt du FIDA et l'autre pour les fonds supplémentaires sous la forme d'un don de la République de Corée. Le compte destiné au prêt sera administré conformément aux dispositions relatives aux comptes d'avances temporaires tandis que le compte destiné au don sera financé selon la méthode du fonds renouvelable.

24. **Passation des marchés.** Tous les marchés passés dans le cadre du projet seront conformes aux directives du FIDA en la matière ainsi qu'au manuel de passation des marchés. La passation des marchés par la PKSF sera prise en charge par son service administratif; la PKSF aidera les organisations partenaires à développer et mettre à niveau leurs politiques et procédures de passation des marchés. Les marchés passés par les organisations partenaires seront eux aussi conformes aux directives du FIDA dans ce domaine.
25. **Audit.** La PKSF dispose d'une équipe d'audit interne qui réalise un audit indépendant des programmes de microfinancement des organisations partenaires et de ses propres programmes. Elle a mis en place un système approprié de délégation et de contrôle interne. Toutes les dépenses de projet sont examinées par les comités et une équipe d'audit interne. Les vérificateurs internes soumettront chaque année au FIDA une copie des rapports ayant trait à l'utilisation des fonds du FIDA. En outre, les rapports financiers annuels du projet seront vérifiés, chaque année, par un commissaire aux comptes indépendant ayant l'agrément du FIDA, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. L'UGP soumettra en outre des états financiers non vérifiés sur une base trimestrielle.
26. **Gouvernance.** La PKSF est un organisme indépendant doté d'un système de gouvernance à trois niveaux: un organe général (comprenant 15 membres); un organe directeur de sept membres ayant à sa tête un président; et la direction et son directeur général. Le président est nommé par le gouvernement, et le directeur général est recruté par l'organe directeur à l'issue d'un processus concurrentiel.
27. Au fil des années, la PKSF a élaboré son système de gestion qui englobe la gestion des programmes, un système financier, les ressources humaines et d'autres systèmes présents au sein des institutions bien gérées. Ce système s'applique également aux organisations partenaires. La transparence du système de gestion a été examinée non seulement par le FIDA sur une période de 10 ans, mais par d'autres organismes comme la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale et plusieurs donateurs bilatéraux. La réputation de la PKSF en termes d'opérations transparentes et concluantes est l'une des principales raisons pour lesquelles elle réussit à attirer des ressources externes.
28. Le risque de corruption a été jugé faible. Le projet suivra le cadre de gouvernance élaboré par le FIDA au Bangladesh afin de garantir: i) la transparence, en mettant l'information dans le domaine public; ii) l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources; et iii) la participation des bénéficiaires à la conception et l'exécution du projet. Les aspects majeurs d'une bonne gouvernance ont été pris en considération dans le cadre de la conception du projet, à savoir: i) ciblage sans exclusive des microentrepreneurs, des petits agriculteurs et des agriculteurs marginaux, des femmes et des ménages défavorisés; ii) sélection transparente d'organisations partenaires pour les activités de microfinancement et de développement des filières par la PKSF; iii) participation des bénéficiaires, des bénéficiaires potentiels et des autres parties prenantes à la conception et la gestion des activités de développement des filières; iv) systèmes de gestion comptable et financière de la PKSF, système de passation des marchés et système de recrutement; v) audit des comptes du projet par les vérificateurs internes et les commissaires aux comptes de la PKSF; vi) supervision et soutien du FIDA, y compris les vérifications ponctuelles réalisées par les missions de supervision régulières, le soutien à l'exécution pour la gestion financière et la passation des marchés et les audits techniques, le cas échéant; vii) enquêtes régulières sur les résultats qui visent à fournir des informations sur la bonne exécution des produits des projets; et viii) communication des résultats au gouvernement et aux autres parties prenantes dans le cadre de la gestion des savoirs.

E. Supervision

29. Le FIDA supervisera directement le projet. Au cours de la phase de démarrage, il participera à l'atelier national préparatoire et prendra part aux débats sur l'approche et la stratégie du projet. Il effectuera régulièrement des missions d'appui à la supervision et à l'exécution du projet et soutiendra l'UGP chaque fois que cela sera nécessaire. Ces missions feront le point sur les objectifs matériels, la conformité avec les responsabilités fiduciaires et le suivi des recommandations de l'audit.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

30. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, s'élèvera à 92,85 millions d'USD. Les hypothèses qui sous-tendent ces coûts sont les suivantes: i) un taux d'inflation de base de 7% pour la période du projet; ii) un taux annuel moyen d'inflation mondiale de 0,5% pour la période couverte par le projet; iii) un taux de change de base de 80 taka du Bangladesh (BDT) pour 1 USD; et iv) des taux de change à parité de pouvoir d'achat constant sur la période d'exécution du projet. Les provisions pour aléas financiers utilisant des paramètres d'inflation ont été appliquées à la plupart des biens et des services qui seraient achetés dans le cadre du projet. Un taux de provision pour aléas d'exécution de 3% a été présumé pour une partie limitée des coûts du projet du fait qu'ils ont été estimés avec un degré de certitude raisonnable.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA	PKSF	Taxes prélevées par la PKSF	Organisations partenaires de la PKSF	Fonds supplémentaires de la République de Corée	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Services financiers aux microentreprises	20 528	20 025	2	30 038	-	70 592
2. Développement des filières	14 625	-	5	-	360	14 990
3. Adaptation des technologies et des produits	852	-	27	-	-	879
4. Gestion du projet	3 997	2 241	148	-	-	6 386
Total	40 002	22 266	182	30 038	360	92 847

B. Financement du projet

31. Sur le coût total de 92,85 millions d'USD, 40 millions d'USD seront financés par le FIDA dans le cadre d'un prêt accordé à des conditions particulièrement favorables. La PKSF et les organisations partenaires contribueront, en équivalent BDT, à hauteur, respectivement, de 20 millions d'USD et de 30 millions d'USD au financement du programme de prêts aux microentreprises. La PKSF contribuera en outre aux coûts de gestion du projet en: prenant en charge les salaires du personnel de la division opérations de prêt qui gèrera les prêts aux microentreprises et autres activités de prêts; et en payant la TVA et les autres taxes pour le compte du gouvernement. Les fonds supplémentaires sous forme d'un don de 360 000 USD financeront la mise au point d'une plateforme en ligne destinée aux microentrepreneurs.

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		PKSF		Taxes prélevées par la PKSF		Organisation partenaire		Fonds supplémentaires de la République de Corée		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Matériel, mobilier, biens	204	61,6	-	-	127	38,4	-	-	-	-	330
B. Formation, études, assistance technique, services contractuels	15 819	97,3	-	-	55	0,3	-	-	360	2,3	16 234
C. Fonds de crédit	20 400	29,0	20 025	28,4	-	-	30 038	42,6	-	-	70 463
D. Salaires	2 772	59,2	1 907	40,8	-	-	-	-	-	-	4 679
E. Fonctionnement et entretien	807	70,8	334	29,2	-	-	-	-	-	-	1 141
Total	40 002	43,1	22 266	24	182	0,2	30 038	32,3	360	0,4	92 847

C. Résumé des avantages et analyse économique

32. **Avantages et bénéficiaires.** Les principaux avantages économiques du projet seront au nombre de cinq: i) une hausse des ventes du fait de l'expansion commerciale; ii) une augmentation de la productivité résultant de l'adoption de technologies et de pratiques de gestion; iii) une hausse des revenus des microentrepreneurs et des autres acteurs des filières; iv) une amélioration des compétences des travailleurs et des services durables; et v) un cadre d'intervention sectoriel favorable. Grâce à ses trois composantes, le projet bénéficiera directement à 452 000 ménages dans tout le pays. Des avantages indirects devraient résulter de la génération et de la diffusion de savoirs, des technologies de production et des pratiques de gestion et de la création d'emplois.
33. **Analyse économique.** Le taux de rentabilité interne économique (TRIE) est estimé à 38,3%, sur 20 ans, avec une valeur actuelle nette de 247 200 millions de BDT. Si le TRIE peut sembler élevé, il est le résultat attendu d'un projet qui fournit un appui financier et technique aux petites entreprises. Quand on leur donne accès à l'investissement et à un fonds de roulement, ces types d'entreprises peuvent développer pleinement leurs capacités et dégager des résultats très élevés par rapport aux valeurs de référence. L'analyse de sensibilité montre que ce projet est plus sensible aux retards dans la concrétisation des avantages qu'à des augmentations de coûts. La priorité sera donc donnée aux initiatives visant à atténuer les éventuels risques qui pourraient résulter des retards liés au projet.

D. Durabilité

34. Le projet sera le quatrième projet financé par le FIDA à être exécuté par la PKSF et son réseau d'organisations partenaires. Il représente la phase de consolidation d'un processus d'évolution progressive du partenariat FIDA-PKSF dans le domaine du microfinancement en faveur des populations rurales pauvres. Il donnera lieu à un réseau durable d'institutions de microfinancement présentes sur tout le territoire du Bangladesh et offrant une gamme diversifiée de services financiers adaptés aux clients pauvres des zones rurales et périurbaines.
35. La PKSF est en passe d'intégrer les services non financiers et a d'ores et déjà créé une division au sein de sa structure organisationnelle pour les projets ayant trait aux services non financiers. Cela garantira un appui au suivi au-delà de la période du projet.

36. La durabilité des résultats du développement des filières dépendra en grande partie de l'efficacité du projet pour ce qui est de faciliter les liens entre parties prenantes, surtout entre le groupe cible et les partenaires commerciaux des filières. Le projet n'utilisera pas les fonds destinés aux activités qui pourraient être financées par les acteurs des filières eux-mêmes. Le risque spécifique de limitation de la participation du secteur privé, qui est le principal moteur du projet, sera évité.

E. Identification et atténuation des risques

37. Les risques majeurs ont trait à la solidité globale du secteur de la microfinance ainsi qu'aux modifications de la stratégie adoptée en matière de microfinancement. Le risque est gérable vu que l'activité économique de base est solide et que le secteur est toujours en pleine expansion, surtout pour ce qui est des segments de l'agriculture et des microentreprises. Le développement des filières ne présente guère de risque: l'approche a été dûment testée et sera répartie entre plusieurs secteurs, régions et organismes d'exécution partenaires. Un autre risque potentiel a trait à la corruption; toutefois, ce risque est jugé négligeable car la PKSF a d'excellents antécédents en tant qu'organisme d'exécution, un système fiduciaire rigoureux et transparent et un solide cadre de gouvernance.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

38. Dans la mesure où il met l'accent sur l'accès aux marchés, les filières et l'autonomisation économique des populations marginalisées, le projet s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et de l'actuel COSOP axé sur les résultats pour le Bangladesh. La conception du projet respecte les politiques du FIDA en matière de microfinancement, de participation du secteur privé, d'environnement, de ciblage et de parité hommes-femmes. Conformément aux critères de classification des projets qui figurent dans les Procédures administratives du FIDA pour l'évaluation environnementale, le projet est classé "B".

B. Alignement et harmonisation

39. Le projet est aligné sur le sixième plan quinquennal du gouvernement, qui met l'accent sur l'emploi rural, le développement agricole, le transfert de technologies aux petits producteurs et l'accès des populations pauvres aux services financiers. Il ciblera directement la population rurale la plus productive, microentrepreneurs des secteurs agricole et non agricole, et facilitera ainsi l'expansion des activités économiques et la création d'emplois salariés. La note conceptuelle du projet et le rapport de conception ont été approuvés par le gouvernement.
40. Dans la conception du projet figurait un examen de tous les projets concernés de développement de filières, en cours et antérieurs, financés par des donateurs dans le pays. Le FIDA donne son appui au plus grand nombre de projets ayant une composante développement des filières. On compte parmi les autres donateurs qui financent actuellement des projets axés sur les activités de développement des filières ou des secteurs: la Banque mondiale (Projet national d'appui aux techniques agricoles, cofinancé par le FIDA); la Banque asiatique de développement (Deuxième Projet de développement rural sur les collines de Chittagong Hill et Projet de développement de l'élevage de bovins dans des petites exploitations); le Ministère du développement international du Royaume-Uni (Programme Katalyst, initiatives programmées pour l'éradication de la Munga); la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (Programme Sambridhi); la United States Agency for International Development (USAID) et diverses ONG internationales. Toutefois, les projets n'ont pas tous donné la même priorité au développement des marchés ou à la participation du secteur privé. Ces projets ont largement privilégié les petits producteurs et agriculteurs.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

41. Le projet est une reproduction à plus grande échelle d'interventions réussies dans le cadre de projets antérieurs. Par ses trois composantes, il instaurera un certain nombre d'innovations: il pilotera de nouveaux produits de prêts comme le crédit-bail, les prêts de démarrage et le financement de groupe, et transmettra de nouvelles technologies aux petits producteurs. Lorsqu'elles auront donné de bons résultats, les innovations liées aux prêts seront alors reproduites à plus grande échelle dans le cadre du programme ordinaire de la PKSf.

D. Participation à l'élaboration des politiques

42. Dans le cadre de la composante 2, le projet facilitera l'examen par les parties prenantes nationales des questions de politique générale relatives au fonctionnement des secteurs et des filières bénéficiant de l'appui du projet. La concertation sera clairement liée à la gestion des savoirs, sachant que les questions de politique générale seront fondées sur une solide documentation des enseignements tirés et des résultats des activités appuyées par le projet.
43. Le projet: i) renforcera les capacités de la PKSf et des organisations partenaires à identifier les questions de politique générale pendant l'exécution du projet et à les résoudre grâce à des activités de plaidoyer; ii) utilisera l'analyse initiale des filières et secteurs retenus pour identifier les questions importantes ayant trait au cadre d'intervention et réglementaire; iii) financera l'analyse supplémentaire de questions particulières dégagées par l'analyse du secteur ou résultant de l'exécution de sous-projets de filières appuyés par le projet; iv) encouragera un dialogue régulier entre les acteurs des secteurs et des filières, garantissant la participation active des représentants des bénéficiaires au niveau local pour examiner le fonctionnement des filières et identifier les questions à des fins de plaidoyer; et v) promouvoir la concertation au niveau national avec le gouvernement et les associations professionnelles pour examiner ces questions et d'autres.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
45. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à vingt-six millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (26 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Promoting Agricultural Commercialization and Enterprises (PACE)"

(Negotiations concluded on 3 September 2014)

Loan Number: [_____]

Grant Number: [_____]

Project Title: Promoting Agricultural Commercialization and Enterprises (PACE)
(the "Project")

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower/Recipient")

and

the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Fund has agreed to extend a loan to the Borrower/Recipient for the purpose of financing the Project, on the terms and conditions set forth in this agreement (the "Agreement"),

WHEREAS the Ministry for Food, Agriculture, Forestry and Fisheries of the Republic of Korea (the "Donor") and the Fund have entered into a Supplementary Funds Arrangement dated 18 October 2012 (the "Arrangement"), pursuant to which the Donor intends to make available to the Fund a grant in order to provide supplementary financing to the Project,

WHEREAS the Donor has approved an umbrella programme document (the "Umbrella Document") for the implementation of the Arrangement by exchange of letters with the Fund dated 15 May 2013, and

WHEREAS on the basis of the above and other considerations, the Fund has agreed to extend the grant from the Donor to the Borrower/Recipient for the purpose of increasing the financing in respect of the Project, on the terms and conditions set forth in the Arrangement, the Umbrella Document and this Agreement,

hereby agree as follows:

Section A

1. Without any limitation or restriction upon any of its obligations under this Agreement for the implementation of the Project, the Borrower/Recipient accepts, *mutatis mutandis*, the provisions of the Arrangement, as may be amended from time to time by the parties thereto, as valid and binding obligations of the Borrower/Recipient to the Fund.

2. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).

3. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

4. The Fund shall provide an IFAD loan (the "Loan") and a grant from the Donor (the "Grant") to the Borrower/Recipient (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

5. The Fund shall not be liable to the Borrower/Recipient in the event that the Grant, in whole or in part, is not available to the Fund. The Borrower/Recipient hereby undertakes to hold harmless and to indemnify the Fund for any such losses.

Section B

1. A. The amount of the Loan is twenty six million three hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 26 350 000).

B. The amount of the Grant is three hundred sixty thousand United States dollars (USD 360 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms, shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum and have a maturity period of forty (40) years including a grace period of ten (10) years.

3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

5. Payments of the principal amount of the Loan and service charge shall be payable on each 15 March and 15 September.

6. There shall be two (2) Designated Accounts, for the Loan and the Grant respectively and for the exclusive use of the Project, in the Bangladesh Bank (the "Central Bank of the Borrower/Recipient").

7. There shall be one (1) Project Account, denominated in Bangladeshi Taka, for the Loan and for the exclusive use of the Project, in a bank acceptable to the Fund.

8. The proceeds of the Financing shall not be used to finance taxes that may be due in connection with the Project. The Borrower/Recipient shall cause the Project Implementing Agency as defined below in Section C of this Agreement to make available to the Project counterpart funds from its own resources in an aggregate amount of twenty-two million four hundred fifty thousand United States dollars (USD 22.45 million) or its equivalent in accordance with this Agreement.

Section C

1. The Project Executing Agency shall be the Banking and Financial Institutions Division, Ministry of Finance of the Borrower/Recipient. The Project Implementing Agency shall be the Palli Karma-Sahayak Foundation (the "PKSF"), established as a not-for-profit Company under the Companies Act, 1913, as re-enacted in 1994 (Act 18 of 1994) and amended from time to time.

2. Additional Project Parties shall include, *inter alia*, institutions referred to in Schedule 1 to this Agreement.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing shall be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Designated Accounts and the Project Account referred to respectively in Sections B.6 and B.7 above shall have been duly opened; and
 - (b) The Fund's no-objection shall have been obtained to the Subsidiary Loan and Grant Agreement between the PKSF and the Ministry of Finance of the Borrower/Recipient.
2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Economic Relations Division
Ministry of Finance,
Government of the People's
Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Borrower/Recipient and three (3) for the Fund.

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

[Name of the Authorized Representative]
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall be carried out on the whole territory of the Borrower/Recipient (the "Project Area") and its target beneficiaries/population shall include microentrepreneurs, i.e. borrowers of the Microenterprise (the "ME") loan programme (non-poor), moderately poor and extremely poor people. In terms of professional identities, the Project shall target marginal and small farmers involved in field crops, horticulture, fisheries and other aquatic resources, livestock production, and other agricultural produce, and non-farm microentrepreneurs and professionals in related service sectors.

2. *Goal.* The goal of the Project is to enhance livelihoods (higher income from self-employment, business profit and wage employment, and food security) of the moderately and extremely poor Project participants in a sustainable manner.

3. *Objectives.* The objectives of the Project are to increase sales and incomes of existing and new microenterprises and to create new wage employment opportunities for extremely and moderately poor people.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

(a) *Component 1: Financial Services for Microenterprises.*

Under this Component, sustainable financial services for microenterprises (farm, off-farm, trading and related service sectors) shall be expanded. The outputs include: (i) expansion of microenterprise loans for the economic sectors of, *inter alia*, agriculture, off-farm, trading and services; (ii) piloting of new loan products; and (iii) capacity building of the Palli Karma-Sahayak Foundation (the "PKSF") and Partner Organizations of the PKSF (the "POs") in designing and developing of new financial products, monitoring, evaluation and impact assessment of the ME loan programme, and application of information technology in the management of the POs.

(b) *Component 2: Value Chain (VC) Development.*

The outcome of this Component is the sustainable inclusion of microenterprises in VCs in agriculture, off-farm and related service sectors to up-scale business, production technologies, and enhance access to markets. The outputs of the Component include: (i) established and expanded VCs of fifteen (15) agricultural sub-sectors (products or group of products); (ii) established and expanded VCs for fifteen (15) non-farm manufacturing, processing and service sub-sectors (products or group of products); (iii) strengthened capacity of the PKSF and the POs to manage large-scale VC sub-projects; (iv) enhanced capacity of the PKSF and the POs to identify, advocate and strengthen pro-poor business policies, especially sector specific policies; and (v) an internet based platform to transact products of microentrepreneurs.

(c) *Component 3: Technology and Product Adaptation.*

The outcome of this Component is proven technologies and products (agricultural and off-farm) from Bangladeshi and international sources introduced to microentrepreneurs. The outputs include: (i) resolution of technological problems identified under Component 2; (ii) adaptation and dissemination of proven technologies and products; and (iii) provision of technical assistance.

II. Implementation Arrangements

5. *Project Implementing Agency.* The PKSF, in its capacity of the Project Implementing Agency, shall take the overall responsibility of the Project implementation as accorded to a Lead Project Agency in accordance with the General Conditions.
6. *Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs") and Procurement Plans.*
- (a) The Project Implementing Agency shall prepare a draft AWPB for each Project Year. Each draft AWPB shall include, *inter alia*, a detailed description of planned Project activities during the coming Project Year and a Procurement plan and the sources and uses of funds. The first Procurement plan shall cover the initial eighteen (18) month period of Project implementation, while the subsequent plans shall cover succeeding twelve (12) month periods. Each draft AWPB shall be submitted to the Project Executing Agency for approval. If the Project Executing Agency does not comment on the draft AWPB within thirty (30) days of receipt, the AWPB shall be deemed so approved by the Borrower/Recipient.
 - (b) Once approved in accordance with paragraph (a) above, the Project Implementing Agency shall submit the draft AWPB no later than sixty (60) days prior to the beginning of the relevant Project Year to the Fund for its comments and approval. If the Fund does not comment on the draft AWPB within thirty (30) days of receipt, the AWPB shall be deemed acceptable to the Fund.
7. *Subsidiary Loan and Grant Agreement (the "SLGA").* The PKSF shall enter into an SLGA with the MOF to receive the Financing in the form of loan and grant for the implementation of the Project.
8. *Responsibilities of the PKSF.* The PKSF shall, *inter alia*, (i) ensure a VC Unit in the PKSF with adequate personnel, resources and authority to manage and oversee the development of sustainable VCs within the Project; (ii) organize and fund capacity building of its own staff as well as the POs and VC actors; (iii) provide and supervise the funding of the ME loan programme and other financial products to the POs; (iv) identify potential VCs and contract out sector and marketing studies; (v) provide guidance to the POs in the preparation and management of VC promotion; (vi) contribute to the preparation of VC proposals by the POs by providing general guidance and relevant sector and marketing studies; (vii) share experiences with other VC development agencies/projects and rationalise common activities; (viii) engage in the introduction of necessary and appropriate changes in relevant laws, rules and standards; (ix) identify suitable technical assistance organizations or individual experts to provide capacity building to the PKSF staff, the POs, VC actors and actors' associations; (x) supervise and monitor VC sub-projects; and (xi) conduct Project assessment and impact studies.
9. *POs.* The ME loan programme under Component 1 and activities under Component 2 shall be implemented through the POs. The POs may participate in dissemination of technologies under Component 3 to the target population.
10. *Responsibilities of the POs.* POs shall, *inter alia*, (i) carry out by themselves or outsource to a qualified service provider an initial mapping of key actors in each selected VC (including, *inter alia*, producers, service providers, input suppliers and traders), marketing channels as well as actors' associations; (ii) prepare proposal(s) for individual VC development and their scaling up; (iii) provide and manage ME loan programme and other financial products for producers and entrepreneurs; (iv) assume responsibility for guiding the sustainable development of the specific VCs (particularly in the pilot phase) with special attention to addressing the major VC constraints identified in the VC proposal; (v) ensure the availability of competent service providers to other actors in the

VC and link them to such actors; (vi) advise producers regarding, *inter alia*, access to the market and input suppliers; (vii) facilitate services to producers from the private sector to be paid for in full by the producers (if private services are not available, the POs shall promote and develop private services; if that is legally impossible, the POs shall facilitate services from the government agencies); (viii) disseminate farm and non-farm technologies; and (ix) monitoring and evaluation and reporting, including identification of lessons learnt.

11. *Project Management Unit (the "PMU")*. An appropriately staffed PMU to implement the Project shall be established. The PMU shall work through officers of the PKSf's Loan Operations Division (the "LOD") to implement the ME loan programme. The LOD shall implement the ME loan programme as per established processes and norms through the POs. The PMU shall take the lead role in organizing, implementing, supervising and monitoring all activities under Components 2 and 3. The PMU shall help the POs develop VC development proposals, review and negotiate with the POs and obtain approvals for proposals by the VC Project Approval Committee of the PKSf which is composed of senior PKSf officers. The process shall serve to ensure transparency, bring additional expertise, establish linkage with the LOD and support consistency among all projects. The authority on relevant financial approvals shall rest with the Managing Director of PKSf. The PMU shall determine the needs for external technical support and technology and product for promotion, and shall engage with appropriate external partners for implementing activities under Component 3. The PMU shall further take the lead on the organization of all training and studies and other incidental work of the Project.

12. *PMU staffing*. The PMU shall have four (4) categories of professional staff: (i) a Project Coordinator who shall be a senior permanent PKSf official deputed to the Project; (ii) directly recruited professionals as Assistant Managers/Deputy Managers to be trained to manage and supervise all VC development and other activities of the Project; (iii) senior professionals for farm and non-farm sectors as VC development specialists who shall advise the Project Coordinator and other professionals in VC development, technology and product adaptation activities and private sector partnership; and (iv) mid-level professionals in areas such as monitoring and evaluation, procurement, financial analysis and accounting. The professional staff of categories (iii) and (iv), contracted for the Project, are expected to leave the Project after its completion. The professional staff of category (ii) are expected to become regular staff of the PKSf that would enhance the PKSf's capacity to implement programmes of non-financial services.

13. *Project Implementation Manual (the "PIM")*. The PKSf shall prepare a draft PIM for the Fund's consideration and approval. Once approved, the PIM shall be followed in the implementation of the Project. The PIM shall include rules and procedures on, *inter alia*:

- (i) qualifications, terms of reference and detailed implementation responsibilities of Project Parties including, *inter alia*, the recruitment of professional staff of the PMU, consultants and service providers;
- (ii) budgeting, expenditure approvals, use of chart of accounts, and overall accounting and reporting framework;
- (iii) financial controls, stringent asset management controls, thorough internal and external audit function, detailed mechanisms for reporting of fraud and corruption and related management actions as per the Fund's policies and rules;
- (iv) national competitive bidding in line with the provisions of IFAD's Project Procurement Guidelines and Procurement Handbook;
- (v) limited competitive bidding from the list of prequalified companies and services providers;
- (vi) shopping and direct contracts;

- (vii) procurement arrangements of the POs;
- (viii) composition of procurement evaluation committees; and
- (ix) monitoring and evaluation.

The PIM may be amended from time to time, subject to approval by the Fund.

14. *Mid-Term Review (the "MTR")*. An MTR shall be conducted during the third year of implementation on, *inter alia*, the physical and financial progress in comparison with AWPBs, the impact achieved in all three (3) Components and the results of technical assistance and training activities.

Schedule 2*Allocation Table**Allocation of the Loan and Grant Proceeds.*

(a) The Table below sets forth the categories of eligible expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts of the Financing to each category and the percentages of expenditures for items to be financed in each category:

Category	Loan Amount (SDR)	Grant Amount (USD)	% of Eligible Expenditures to be Financed
I. Equipment	120 000		100% net of Taxes
II. Credit Fund	12 100 000		100% net of Taxes, PKSF and POs' contributions
III. Consultancies	9 380 000	360 000	100% net of Taxes
IV. Salaries	1 650 000		100% net of Taxes
V. Operating costs and maintenance	470 000		100% net of Taxes
Unallocated	2 630 000		
TOTAL	26 350 000	360 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Equipment" covers eligible expenditures for vehicles, office equipment, furniture and goods.

"Credit Fund" covers eligible expenditures for financial services for the ME loan programme through selected POs.

"Consultancies" includes eligible expenditures for training, workshops, meetings, technical assistance and VC development activities.

Logical framework (excerpt)

Design Summary	Performance targets and indicators	Monitoring mechanism & information sources	Assumptions
<p>Project Goal Enhance livelihoods (higher income from self-employment, business profit and wage employment, and food security) of the moderate and extreme poor (men and women) in a sustainable manner.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 60% of households report improvements in household asset ownership index 50% increase in income of 70% participating moderate and extreme poor households from farm, non-farm and service type businesses and wage employment 	<p>Impact surveys of households at baseline, mid-term and completion qualitative (participatory rapid appraisal) assessment of participating households and quantitative assessment (profitability analysis) of microenterprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> Economy maintains or increases growth rates. Terms of trade for rural communities does not deteriorate. Price inflation for staple food (rice) remains below 10%. Rural and peri-urban infrastructure improves. Prolonged political unrest does not hinder business and other economic activities.
<p>Development objective Increase sales and incomes from existing and new microenterprises, and create new wage employment opportunities for extreme and moderately poor people.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 300,000 microenterprises (out of which 210,000 are owned by women) have increased combined sales by 50% after receiving credit and technical support 13,000 new wage employment positions and taken up by moderately and extremely poor people (x are women). 	<p>PACE project annual assessment report on business expansion and employment creation; impact assessments; PRA assessments</p>	<ul style="list-style-type: none"> Government maintains pro-small business policies. Government continues to support microfinance programs and NGO activities. Prolonged political unrest does not adversely affect business and economic growth.
COMPONENT 1: Financial services for microenterprise			
<p>Outcome 1: Sustainable financial services for MEs* (farm, off-farm, trading and service sectors) expanded.</p>	<ul style="list-style-type: none"> PKSF's portfolio in ME program increases by at least BDT 3.2 billion. PO portfolio in ME loan programme increases by BDT 5.6 billion. 60% of POs offer the new products 24 months after the first introduction by PKSF 	<p>PKSF's programme/financial reports; POs programme/financial reports; PACE project report</p>	<ul style="list-style-type: none"> Demand for microenterprise loans grows. POs remain institutionally and financially viable and offer competitive loan products. No major external shocks such as major spread of disease occur.
COMPONENT 2: Value chain development			
<p>Outcome 2: Sustainable inclusion of MEs and businesses in value chains in agriculture, off-farm and service sectors to up-scale business, production technologies, and enhance access to markets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> BDT 9 billion increase in cumulative sales of participating businesses (farm and non-farm sectors) in value chains 270,000 microenterprises operating three years after the support received from the project 	<p>Impact assessment of value chains; Project reports and impact assessments; Case studies</p>	<ul style="list-style-type: none"> PKSF and POs remain committed to facilitating non-financial services along with financial services. PKSF and POs successfully establish collaborative business arrangements between MEs and mainstream businesses. No major external shocks such as disease occur.
COMPONENT 3: Technology and product adaptation			
<p>Outcome 3: Proven technologies and products introduced to MEs.</p>	<p>15 technologies and products successfully introduced to small producers</p>	<p>Independent assessment reports; PACE reports</p>	<p>PKSF and POs successfully identify technologies and products for small producers within and outside value chain subprojects.</p>